

Etude analytique des Investissements Directs Etrangers en Algérie

Pr. Rezazi Omar Labo ricoi – Blida2
Temam Sihem Doctorante à l'ENSSEA

ملخص: حاولنا من خلال هذا المقال تحديد التوجهات التي تأخذها مشاريع الإستثمارات الأجنبية المباشرة في الجزائر، و ذلك في إطار الوكالة الوطنية لتطوير الإستثمار. و خاصة مع التحفيزات الإستثمارية التي أقرتها الجزائر من خلال قانون الإستثمار.

لقد توصلنا في الدراسة الميدانية التي كانت خلال الفترة 2002-2013 إلى أن أغلبية الإستثمارات كانت تتركز في قطاع المحروقات بالنسبة للتوزيع حسب نوع قطاع النشاط؛ أما التوزيع حسب المناطق الجغرافية فكانت أغلبية المشاريع الإستثمارية الأجنبية المباشرة تتمركز في المناطق الكبرى بحكم تواجد كل الهياكل القاعدية. إضافة إلى أن توفير مناصب الشغل من خلال هذه الإستثمارات لم يكن عند مستوى التطلعات للحكومة الجزائرية، و هذا مقارنة في دول أخرى.

الكلمات المفتاحية: الإستثمارات؛ الإستثمار الأجنبي المباشر؛ الجزائر؛ تحفيز الإستثمارات؛ إستقطاب.

Introduction

L'un des aspects par lequel se manifeste l'internationalisation financière et commerciale est la mobilité internationale des firmes et l'expansion des Investissement Directs Etrangers (IDE). Ces investissements se distinguent essentiellement des autres flux internationaux par l'impact positif que génèrent ces investissements et de façon directe sur les techniques de production.

L'Algérie l'un des pays promouvant les IDE, a mis en œuvre juste après l'indépendance une stratégie de développement basée essentiellement sur les industries de base. Mais la chute des prix du pétrole au milieu des années 1980, conjuguée à un déficit budgétaire important et des fermetures massives d'entreprises, dégradant ainsi les conditions socioéconomiques du pays, ralentissement de la croissance économique et un arrêt des investissements productifs publics. Par conséquent, un processus de désindustrialisation suivi d'une crise de la dette extérieure a touché l'économie algérienne entre 1988 et 1998.

Pour cela, l'Algérie a entrepris une politique des réformes structurelles et engagé des programmes d'ajustement menés en accord avec les institutions financières internationales, ce qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie et l'amélioration des performances en termes de croissance du PIB, de développement du secteur privé et d'accroissement des flux entrants des IDE.

En effet, l'Algérie au lendemain de son indépendance, le premier code destiné aux investisseurs étrangers a été promulgué en 1963, puis elle a poursuivi sa démarche d'ouverture avec un nouveau code en 1966 et qui avait pour objectif d'intéresser d'abord l'épargne privée locale, afin de générer un flux d'investissement au détriment des capitaux étrangers. Par conséquent, le mouvement des investissements est resté modeste par rapport au potentiel que représente le pays. Néanmoins, les flux des IDE reçus sont concentrés dans le secteur des hydrocarbures, ouvert aux capitaux étrangers à partir de 1971, et ceci au détriment des autres secteurs.

En poursuivant sa politique d'ouverture, l'Algérie a établi de profondes modifications de son code d'investissement pour encourager d'avantage les IDE, et ceci en promulguant un nouveau code des investissements en 1993 intégrant une nouvelle législation fiscale plus attractive et un cadre institutionnel plus approprié et complété par l'ordonnance de 2001, reconnaissant le principe de la liberté d'investir. Ainsi la politique de promotion de l'investissement occupe une place centrale parmi les préoccupations de l'Etat, qui se manifeste dans l'ambitieux programme de soutien à la relance économique lancé en 2001 pour une période de trois ans et suivi par les plans complémentaires pour la période (2005/2009) et du plan (2010/2014) ; ayant un intérêt particulier pour les infrastructures.

De plus, pour offrir un maximum de garanties, l'Algérie a ratifié de nombreuses conventions internationales et bilatérales ayant trait à l'investissement, aussi l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union Européenne ouvre des perspectives positives pour l'Algérie. Ainsi, durant la période (2000-2013), l'Algérie commence à attirer un nombre important d'investisseurs étrangers (410 projets étrangers pour un montant de 803 milliards de DA environ 10.85 milliards de dollars soit 1/3 des investissements réalisés ; 42.959 emplois générés pour les étrangers (14%))¹.

¹ <http://www.andi.dz/index.php/fr/bilan-des-investissements> -date de consultation : 30/12/2014- 17 :19.

La répartition des flux d'investissements étrangers par pays, le Qatar vient en tête des investisseurs étrangers avec 74,31% et un montant de 1,69 milliard d'euros en 2013, détrônant la France arrivée en tête en 2012 avec 77,28% et 321 millions d'euros, selon les chiffres de l'ANDI. Par régions les pays arabes représentent la majorité des IDE en 2013, soit 78,45%, contre seulement 11,12% pour l'Europe alors que cette dernière était en tête des investissements directs en 2012 (85,36%), l'Asie dont les IDE étaient nuls en 2012 (0%) représente en 2013, 9,70% ; Par secteur d'activité, l'industrie arrive largement en tête des IDE durant le premier semestre 2013 (94,54%), suivie du tourisme (3,28%) et des services (1,39%)².

La problématique de la recherche : Ce travail de recherche pose le problème central de l'évolution des investissements étrangers en Algérie durant la période 2002-2013 d'où on pose la problématique suivante :

« Quelle est la tendance d'évolution des investissements directs étrangers en Algérie dans le cadre de l'ANDI? »

A fin d'apporter une réponse à cette question, une étude de faisabilité sera mise en œuvre, aussi nous tenterons de répondre à un certain nombre de questions :

- L'Algérie arrive-t-elle à attirer les investisseurs étrangers ?
- La localisation des projets d'IDE est-elle homogène dans toutes les wilayas ?
- Quel est le secteur d'activité le plus attractif d'IDE en Algérie?

En conséquence, les hypothèses suivantes sont formulées :

- L'Algérie a doté des conditions favorables et des facteurs d'attractivité des IDE, à travers les avantages fiscaux et parafiscaux accordés d'où les projets d'IDE augmenteront de plus en plus ;
- La localisation des IDE se fait selon la rentabilité évaluée des projets, qui se base sur des avantages disponibles dans les wilayas ;

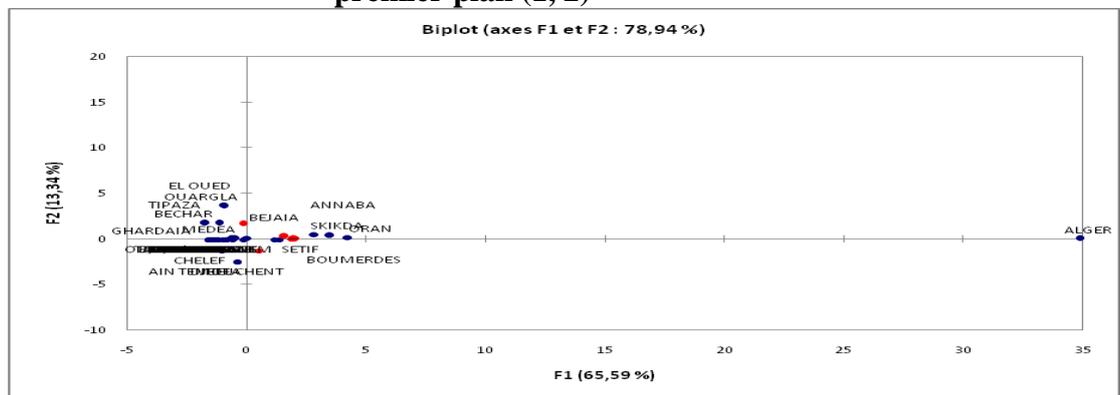
² <http://fr.africatime.com/algerie/articles/2280-milliards-deuros-dinvestissements-directs-et-rangers-en-algerie-ils-atteindront-3> - date de consultation : 29/11/2014- 19:43

- Le secteur d'activité le plus attractive des IDE en Algérie c'est le secteur d'industrie car la rentabilité dans ce secteur plus importante comparativement avec les autres secteurs.

La Méthodologie de la recherche : pour répondre aux questions et tester les hypothèses du travail, on a utilisé l'analyse en composante principale afin d'analyser le phénomène des investissements directe étranger en Algérie par secteur d'activité et par zone géographique. L'analyse s'effectuera à l'aide de logiciel XL-Stat 2011.

1. Analyse de la répartition des IDE par secteur et zone d'activités (wilayas) : dans le but de voir la répartition géographique des IDE (par wilayas) et par secteur d'activité, on a effectué une ACP sur la base des données, et la figure suivante le résultat trouvé:

Figure N°1 : Présentation des variables et les observations sur le premier plan (1, 2)



Source : logiciel XLstat 2011.

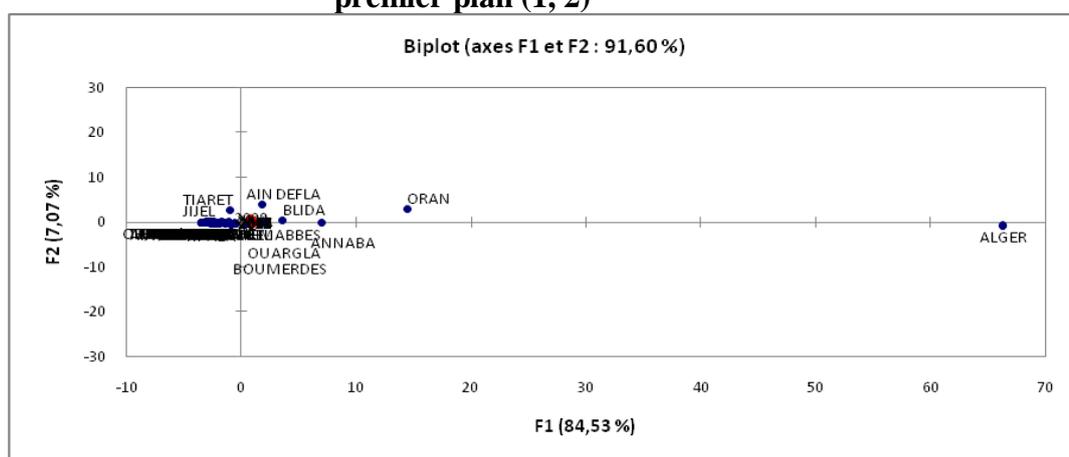
D'après la figure N°1 on peut regrouper les observations dans deux groupes :

- ✓ Le premier groupe contient les wilayas « Alger, Oran, Annaba, Sétif, Skikda, Bejaia, Boumerdes » se situent dans le coté positive du premier axe factoriel, ces observations représentent les wilayas où le nombre de projets est élevé, cela revient à la localisation des investisseurs étrangers dans les zones urbaines, a fin de pouvoir bénéficier de l'infrastructure et d'accéder aux institutions politiques et financière, et aussi à une main d'oeuvre variée et qualifiée.
- ✓ Le deuxième groupe qui contient les observations « El oued, Tipaza, Ghardaïa, Aïn Defla, Aïn Timouchent, Chelef, Médéa, Bouira, Bechar... » se situent dans le coté négative du 1^{er} axe, ces observations représentent les wilayas où le nombre de projets est petit.

On déduit que le premier axe est un axe d'échelle : il ordonne les wilayas par rapport au nombre de projets des IDE. Et le deuxième axe est un axe d'opposition il oppose les wilayas où les investisseurs étrangers investissent dans les secteurs Agriculture et Santé et les wilayas où les investisseurs étrangers investissent dans les secteurs Télécom, Industrie, BTPH, Tourisme et Services.

2- Analyse de la répartition des IDE par Wilayas par années : dans le but de vérifier la répartition des IDE par wilayas durant la période 2000-2013, on a effectué une ACP sur la même base des données ; on résume les résultats dans la figure suivante :

Figure N°2 : Présentation des variables et les observations sur le premier plan (1, 2)



Source : logiciel XLstat 2011.

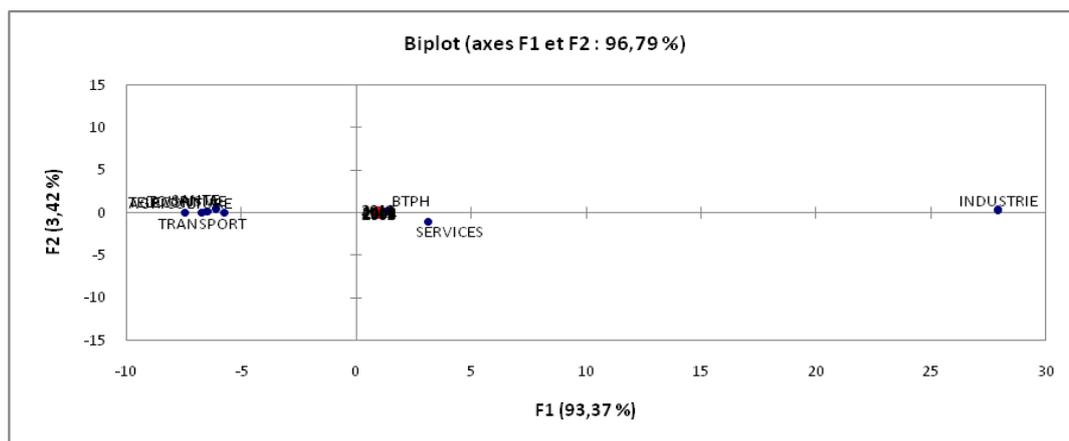
D'après la figure N°2 on peut regrouper les observations dans deux groupes :

Le premier groupe qui contient les observations « Alger, Oran, Blida, Annaba, Ain Defla, Boumerdes, Ourgla, Sidi Bel Abbes, » se situent dans le côté positive du premier axe factoriel, ces observations représentent les wilayas où le nombre de projets des investissements directs étrangers est élevé par contre le deuxième groupe qui contient les autres observations se situent dans le côté négative du 1^{er} axe.

On déduit que le premier axe est un axe d'échelle et le deuxième axe est un axe d'opposition.

3- Analyse de la répartition des IDE par Secteurs d'activité par années

Figure N°3 : Présentation des variables et les observations sur le premier plan (1, 2)



Source : logiciel XLstat 2011.

D'après la figure n°3 on peut regrouper les observations dans deux groupes :

Le premier groupe qui contient les observations Industrie, BTPH et Service se situent dans le coté positif du premier axe factoriel, ces observations représentent les secteurs où le nombre de projets déclarés des IDE est plus élevé, ils représentent à eux seul 91% des projets d'IDE ; cela revient à l'adoption de nouvelles stratégies industrielles qui ciblent des mesures d'encouragement à l'investissement direct étranger surtout dans les filières à fort potentiel de croissance tel que la pétrochimie, engrais, sidérurgie et métallurgie non ferreuse, matériaux de construction (liants hydrauliques), grâce aussi à plusieurs grands projets menés dans les trois secteurs précédemment cité (Autoroute Est-Ouest, nouvel aéroport d'Alger, projets de dessalement d'eau etc.). Par contre le deuxième groupe qui contient les observations Agriculture, Santé, Transport, Tourisme et Télécom se situent dans le côté négatif du 1er axe, ces observations représentent les secteurs ou le nombre de projets déclarés des IDE en Algérie est bas à cause du retard que le pays encours dans ces secteurs malgré son fort potentiel. Plusieurs plans de relances ont été amorcés afin de diversifier l'économie nationale, attirer les investisseurs étrangers, encourager les exportations et réduire les importations.

On déduit que le premier axe est un axe d'échelle : il ordonne les secteurs par rapport aux nombre de projets.

Le deuxième axe est un axe d'opposition, il oppose les secteurs où le nombre de projets est plus élevé dans les années (2003,2004, 2005, 2010, 2011, 2012) aux secteurs où le nombre de projets est plus bas.

4-Estimation du modèle

a. choix des variables :

Les variables explicatives de l'investissement direct étranger sont regroupées en deux catégories de variables. La première catégorie regroupe des variables relatives au marché alors que la seconde considère les variables institutionnelles relatives au niveau d'éducation, de qualification de la main-d'œuvre, ...etc.

La première catégorie englobe les variables suivantes :

- le PIB par habitant (au prix de marché en US\$) (**PIB_HAB**) : Cette variable le niveau de développement et suggère l'efficacité économique et la productivité du pays.
- La population totale (**POP**) : indiquant la taille de marché. C'est un paramètre important dans les décisions d'investissement en raison de l'importance de la demande et de la possibilité d'économie d'échelle.
- Le ratio de la population urbaine dans la population totale (**POPURbaine**) indique le degré d'urbanisation et de développement des institutions urbaines. Les IDE sont souvent concentrés dans les zones urbaines afin de pouvoir bénéficier de l'infrastructure et d'accéder aux institutions politiques et financières et aussi à une main d'œuvre variée et qualifiée.
- Le ratio du commerce extérieur par rapport au PIB (**TRADE**).
- Le ratio des recettes fiscales dans le PIB (**TXREV**), indique le degré d'imposition du secteur privé.
- L'indice d'utilisation de l'énergie indique le niveau du développement de l'infrastructure.

La deuxième catégorie de variables est relative à l'éducation. Un niveau d'éducation élevé signifie que la main d'œuvre est internationalement compétitif et contribue positivement à la productivité et à l'attractivité des IDE. L'indicateur choisi est la part de la scolarité exprimée par l'éducation de base (PRSCH).

La base de données est extraite des données publiées par l'ANDI et statistics & databases³ L'analyse économétrique couvre la période 2002-2013

b. Analyse économétrique des variables :

Dans le but de vérifier la relation entre les variables et estimer le bon modèle, on commence par l'analyse de stationnarité puis l'estimation du modèle.

➤ Estimation du modèle :

Dans ce point, on choisit le modèle d'estimation puis on valide le modèle.

❖ Le choix du modèle :

³ <http://www.sesrtcic.org/>. 18/01/2015.

Dans notre modélisation nous allons utiliser les modèles les plus fréquemment utilisés dans la modélisation macroéconomique ;

Dans ce modèle on fait entrer les variables telles qu'elles sont :

$$\text{NBRprj}_t = C(1) + C(2)*X1 + C(3)*X2 + C(4)*X3 + C(5)*X4 + C(6)*X5 + C(7)*X6 + C(8)*X7 + C(9)*X8 + \varepsilon_t$$

NBR_t : la variable à expliquer.

X_i ; $i= 1...7$: les variables explicatives.

ε_t : L'erreur de spécification.

❖ **L'estimation du modèle :**

Après l'identification des variables, on va estimer les paramètres du modèle et choisir le bon modèle qu'il nous faut pour extraire les variables qui influencent sur les nombre de projets d'IDE.

On commence à éliminer les variables non significatives une par une : on élimine d'abord celle qui a la plus grande probabilité et on estime le modèle à nouveau.

D'après les estimations que nous avons faites (voir annexe 3) nous sommes arrivés au modèle le plus fiable suivant :

$$\text{Nbrprj}_t = c(3)*\text{popurbaine} + c(4)*\text{cosenergi} + c(5)*\text{educ} + c(6)*\text{Pib_hab}$$

Figure n°4 : L'estimation du modèle sans constante et avec popurbaine, cosenergi, educ et Pib_hab

Dependent Variable: NBRPRJ
Method: Least Squares
Date: 01/14/15 Time: 17:50
Sample: 2002 2013
Included observations: 12
NBRPRJ=C(3)*POPURBAINE+C(4)*COSENERGI+C(5)*EDUC+C(6)*PIB_HAB

	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(3)	0.005634	0.001957	2.878939	0.0205
C(4)	0.008250	0.001138	7.249691	0.0001
C(5)	-16.43456	2.291278	-7.172658	0.0001
C(6)	0.033971	0.006723	5.053002	0.0010
R-squared	0.863269	Mean dependent var		39.00000
Adjusted R-squared	0.811995	S.D. dependent var		27.28969
S.E. of regression	11.83269	Akaike info criterion		8.040811
Sum squared resid	1120.100	Schwarz criterion		8.202446
Log likelihood	-44.24486	Durbin-Watson stat		1.799499

Source : logiciel XLstat 2011

D'après la figure n°4 on remarque que toutes les variables sont significatives :

La variable popurbaine: la probabilité (0,02) est inférieure au seuil ($\alpha = 0,05$) ; et le(t-stat)=|2.87| > 1.96 .

La variable cosenergi : la probabilité (0,0001) est inférieure au seuil ($\alpha = 0,05$) ; et le(t-stat)=|7.24| > 1.96 .

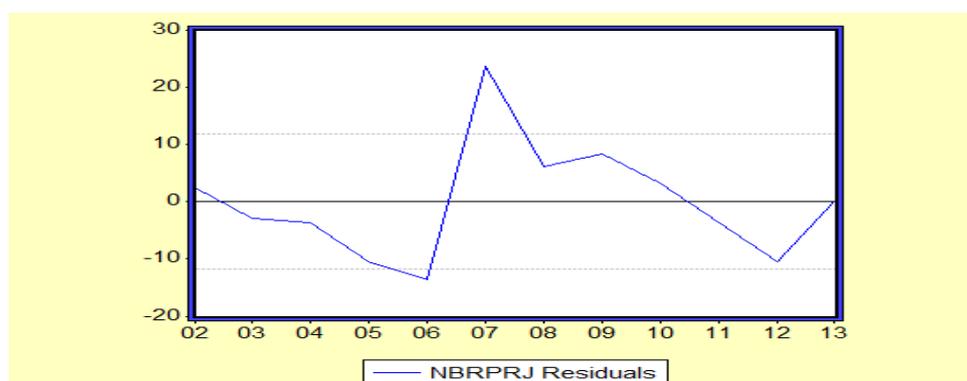
La variable educ : la probabilité (0,0001) est inférieure au seuil ($\alpha = 0,05$) ; et le(t-stat)=|7.17| > 1.96 .

La variable Pib_hab : la probabilité (0,0010) est inférieure au seuil ($\alpha = 0,05$) ; et le(t-stat)=|5.05| > 1.96 .

Et pour la signification globale ; le $\bar{R}^2 = 81\%$ c'est-à-dire le modèle est globalement significatif.

Notre Durbin Watson égal à 1.79 , N= 22, k=4, $d_1=0.96$ et $d_2=1.80$:

Figure N°5 : Graphe des résidus



Source : logiciel Eviews 4

D'après le coefficient de Durbin Watson et le graphe des résidus nous pouvons conclure qu'il n'y a pas une auto-corrélation des erreurs

a. Les tests de validation :

Après l'estimation du modèle, on va tester la validité de ce modèle

➤ **Test de Ljung-Box (Q-stat) :**

Le test de Ljung-Box est présenté la figure suivante :

Figure n°6 : Le corrélogramme des résidus (ε_t) du modèle

Correlogram of Residuals						
Date: 01/14/15 Time: 15:45						
Sample: 2002 2013						
Included observations: 12						
Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.097	0.097	0.1446	0.704
		2	-0.095	-0.106	0.2976	0.862
		3	-0.252	-0.236	1.4804	0.687
		4	-0.356	-0.346	4.1415	0.387
		5	-0.195	-0.255	5.0534	0.409
		6	0.142	0.001	5.6211	0.467
		7	0.116	-0.128	6.0756	0.531
		8	0.048	-0.215	6.1714	0.628
		9	0.017	-0.169	6.1881	0.721
		10	-0.023	-0.097	6.2335	0.795

Source : logiciel Eviews 4

Le correlogramme des résidus du modèle montre que les résidus forment un bruit blanc, remarquons que la statistique de Ljung Box (Q-stat) est inférieure à la valeur théorique de $X^2(h - 1)$ quelque soit h, nous avons Q-stat (10) = 6.2335 est inférieure à $X^2(11) = 19,675$ au seuil de 5%. Nous concluons alors que les erreurs ne sont pas corrélées.

➤ **Test d'hétéroscédasticité (l'existence d'effet ARCH) :**

C'est le deuxième cas pour la violation des hypothèses ; et nous pouvons le tester à partir du test d'effet ARCH ; le test est donné dans le tableau ci-dessous :

L'hypothèse nulle testée est celle d'homoscédasticité : $\alpha_1 = \alpha_2 = \dots = \alpha_p = 0$ contre

L'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité conditionnelle : au moins un coefficient $\alpha_i \neq 0 (i = 1 \dots p)$.

Figure n°7 : Test ARCH

ARCH Test:				
F-statistic	0.196556	Probability	0.667981	
Obs*R-squared	0.235101	Probability	0.627767	
Test Equation:				
Dependent Variable: RESID^2				
Method: Least Squares				
Date: 01/14/15 Time: 15:49				
Sample(adjusted): 2003 2013				
Included observations: 11 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	86.39727	61.09990	1.414033	0.1910
RESID^2(-1)	0.146504	0.330451	0.443347	0.6680
R-squared	0.021373	Mean dependent var	101.3154	
Adjusted R-squared	-0.087364	S.D. dependent var	162.2089	
S.E. of regression	169.1461	Akaike info criterion	13.26237	
Sum squared resid	257493.7	Schwarz criterion	13.33471	
Log likelihood	-70.94303	F-statistic	0.196556	
Durbin-Watson stat	1.988771	Prob(F-statistic)	0.667981	

Source : logiciel Eviews4

Sous l'hypothèse nulle d'homoscédasticité, la statistique RESID^2 suit une loi de Khi-deux à p degrés de liberté, la règle de décision est :

- Si $nR^2 < K_{hi} - deux(p)$, l'hypothèse nulle est acceptée : il n'existe pas d'effet ARCH.
- Si $nR^2 > K_{hi} - deux(p)$, on rejette l'hypothèse nulle en faveur de l'hypothèse alternative d'hétéroscédasticité.

D'après le tableau ci-dessous nous remarquons qu'il n'existe pas d'effet ARCH car la probabilité des RESID^2 est supérieur à 0.05 donc nous accepterons l'hypothèse nulle d'homoscédasticité par conséquence les variances des résidus sont homogènes.

Et on a aussi $nR^2 = 0.02 < X_{\alpha}^2(p) = 3.84$

P : le nombre de retard.

$nR^2 = LM$ (Le multiplicateur de Lagrange)

✓ **Résultat statistique :**

Après la spécification de ce modèle et sa validation à travers plusieurs tests :

Nous avons estimé le modèle adéquat qui se compose du quatre variables explicatives (popurbaine, cosenergi, educ, Pib_hab) et sans constante.

$$\widehat{Nbr}_{t+h} = 0.005634 * popurbaine_{t+h} + 0.008250 * cosenergi_{t+h} + 16.43456 * educ_{t+h} + 0.033971 * Pib_hab_{t+h} + \varepsilon_{t+h}$$

$\varepsilon_t \rightarrow$ Bruit Blanc

✓ **Interprétation économique des résultats :**

* **La variable population urbaine (popurbaine):** nous remarquerons que le coefficient qui est lié à la variable popurbaine est

positif (0.005634) donc nous pouvons dire que le nombre de projets des investissements directs étrangers et la population urbaine sont liées entre elles, l'augmentation de la population urbaine fait promouvoir les infrastructures et les institutions financières ce qui attirent les investisseurs étrangers

* **La variable consommation d'énergie (cosenergi) :** nous remarquerons que le coefficient qui est lié à la variable cosenergi est positif (0.008250) donc il y a une corrélation positive entre le nombre de projets des investissements directs étrangers et la consommation d'énergie, cette relation indique le niveau du développement de l'infrastructure.

* **La variable éducation (educ) :** nous remarquerons que le coefficient qui est lié à la variable educ est positif (16.43456) donc nous pouvons donc nous remarquerons un effet positif de niveau d'éducation sur le nombre de projets des investissements directs étrangers. Un niveau d'éducation élevé signifié que la main d'œuvre est internationalement compétitive et contribue positivement à la productivité et à l'attractivité des IDE.

* **La variable PIB par habitants (Pib_hab) :** nous remarquerons que le coefficient qui est lié à la variable Pib_hab est positif (0.033971) donc on constate que le nombre de projets des investissements directs étrangers et le niveau d'éducation sont liées entre elles, une augmentation de PIB par habitants mène à une augmentation des IDE, cette variable indique le niveau de développement et suggère l'efficacité économique et la productivité du pays.

* **Le coefficient de détermination (R2) :** égal à 86.32% c'est-à-dire que les variables explicatives (popurbaine, cosenergi, educ, Pib_hab) expliquent bien notre variable endogène (le nombre de projets des investissements directs étrangers IDE) c'est-à-dire qu'il ya une relation linéaire entre ces 5 variables.

Conclusion

Ce travail de recherche est consacré à la problématique d'évolution des IDE en Algérie, tout en mettant en exergue leurs situations ainsi que les obstacles rencontrés par les investisseurs étrangers.

Pour analyser les facteurs d'attractivité de l'Algérie, nous avons analysé le potentiel de l'Algérie en termes de ressources et avantages dont les investisseurs peuvent en profiter et passé en revue l'ensemble des réformes et mesures prises, au lendemain de son indépendance,

ceci, dans le but d'attirer les capitaux étrangers par le biais des IDE, que se soit sur le plan administratif, institutionnel, social, mais aussi, en termes d'infrastructures.

De là il a été constaté que la dynamique d'attractivité du pays dépend de la qualité des institutions en plus des conditions économiques. En effet, l'environnement des affaires est fortement influencé par le cadre institutionnel du pays. Le constat actuel est que le pays s'est consacré à rétablir les équilibres économiques et à mettre en évidence les avantages accordés aux investisseurs étrangers mais, le manque d'attractivité du pays peut être attribué à une mauvaise qualité des institutions.

D'une manière générale, la stabilité du cadre institutionnel qui régit l'investissement constitue une garantie pour les opérateurs étrangers et un paramètre important dans leur choix du pays d'accueil. Or, après avoir longtemps considéré que les IDE étaient la clé de la relance de l'économie, le gouvernement algérien a décidé de modifier le cadre légal en 2009 alors qu'une certaine stabilité dans le dispositif réglementaire relatif à l'investissement, dont les principes reposent sur la liberté d'investir, était assurée depuis 1993. En effet, en réaction à certains événements récents, le gouvernement impose de nouvelles règles aux investisseurs étrangers.

L'objectif de ce travail est l'identification des déterminants susceptibles de permettre à une économie en développement, comme l'économie algérienne, d'aboutir à l'attractivité des IDE. La clé du développement du pays se trouve dans la présence des firmes étrangères, non seulement, dans le secteur des hydrocarbures mais également dans d'autres secteurs d'activité mais la diversification de l'économie algérienne ne peut être atteinte sans l'ouverture. Notons que les projets réalisés par les IDE ont créé, au cours de ces 5 dernières années, pas moins de 80 000 emplois en Algérie, ce qui n'est pas du tout négligeable au regard du problème de chômage que vit la jeunesse algérienne.

Dans l'état actuel des choses, l'absence d'une stratégie globale de ciblage des IDE potentiels met le pays dans une position d'attente et non dans une démarche de recherche de partenaires.

Ainsi, les évolutions institutionnelles et réglementaires futures de l'Algérie doivent être déterminées par une volonté de réforme profonde qui entraînerait une transformation du système économique. L'économie du marché a besoin d'institutions efficaces et compétitives dont l'Algérie devra se doter, non seulement, pour faire fonctionner son système économique mais également renforcer son attractivité vis-à-vis des IDE pour couvrir la chute des prix des hydrocarbures.

Référence bibliographique :

1. Mainguy Claire (2004) : L'impact des IDE sur les économies en développement ; Revue Région et Développement N20, Paris.
2. Bellon Bertrand & Goula Ridha (1998) : Investissements Directs Etrangers et Développement Méditerranéen, 1ère édition, Economica, France.
3. Charvin Robert, Guesmi Ammar : Le cadre juridique des investissements étrangers en Algérie et en France, "L'Algérie en mutation", L'harmattan, France, 2001.
4. Fontagné Lionel et Toubal Farid: Investissement direct étranger (IDE) et performances des entreprises ; Direction de l'Information Légale et Administrative, Paris, 2010.
5. CNUCED (2013) : Rapport sur l'investissement dans le monde 2013 ; Les Politiques d'IED et le Développement : **Les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement** ; Vue d'ensemble ; New York et Genève, 2003.
6. OCDE (2002) : L'Investissement Direct Etranger au Service du Développement : Optimiser les Avantages et Minimiser les Coûts ; Synthèse.
7. OCDE (2005) : Tendances et Evolution Récente de l'Investissement Direct Etranger, Juin 2005.
8. Office National des Statistiques (ONS) (1996) : Rétrospective statistique 1970-1996, Alger.
9. Bancel Franck, Alband Richard : Les choix d'investissements, édition Economica, paris, France, 1995.
10. BRIDIER, M&Als : Guide pratique d'analyse de projet, Evaluation et choix d'investissement, Economica, Paris, 1989.
11. KALINJABO : Guide d'élaboration de projet d'investissement, Kigali, 1999.
12. WWW.ANDI.DZ.